

de dollars chaque année pour stimuler l'expansion économique des régions où le taux d'activité est insuffisant et, dans une certaine mesure, pour fournir des emplois stables à la main-d'œuvre locale. Les dispositions du projet de loi iront à l'encontre des efforts de son ministère qui accorde des subventions aux industries établies dans le Nord, car ces mesures décourageront et pénaliseront le développement de la principale industrie du territoire du Yukon. Ceux d'entre nous qui ont observé avec optimisme le rythme de l'expansion minière dans le territoire du Yukon ont espéré qu'elle donnerait naissance à des industries secondaires connexes et essentielles à l'établissement d'une infrastructure entièrement nouvelle en vue de l'expansion future de cette région du pays.

• (4.40 p.m.)

Cependant, des mesures à courte vue, négatives, arbitraires et restrictives comme celles contenues dans ce projet de loi détruiront sans nul doute tout espoir que des industries secondaires s'y établissent, alors que l'industrie primaire sur laquelle elles se fonderaient se trouvera aussi défavorisée par cette mesure injustifiée. Il n'est pas surprenant qu'elle ait été si vertement critiquée par ceux qui connaissent bien les besoins du territoire du Yukon et dont j'ai déjà exposé les opinions dans mon discours. Ce projet de loi n'est qu'une autre preuve que le gouvernement songe à continuer de concevoir des lois destinées à simplifier la vie des bureaucrates. Aux yeux du gouvernement, le fait que les personnes visées par ce projet de loi n'en veulent pas et n'y voient aucun avantage ne constitue pas, naturellement et comme d'habitude, une raison suffisante pour le modifier.

**M. Rod Thomson (Battleford-Kindersley):** Monsieur l'Orateur, comme j'ai préparé mon discours il y a un mois et demi, j'espère que, si les circonstances qui entourent le bill ont changé depuis, je saurais me faire comprendre. On doit exploiter les richesses minières ou autres du Nord pour le bénéfice de tous les Canadiens. Nous devrions peut-être commencer par les gens du Nord, puis inclure le Canada entier, mais l'exploitation ne devrait pas profiter seulement aux Canadiens du Sud comme ce fut trop souvent le cas dans le passé.

Au sujet de ce bill ou de tout autre, le gouvernement devrait agir résolument afin d'aider les gens du Nord de façon permanente. Je ne vois pas de moyen plus efficace que d'installer les administrateurs des mines, de l'énergie ou de quelque autre domaine dans les communautés en cause. En habitant la région, ils en comprendraient sûrement mieux le problème et leurs décisions seraient beaucoup plus efficaces que celles qui sont prises à Ottawa.

Les plaintes que je reçois des gens du Nord portent, de façon générale, sur le fait que nous ne comprenons pas leurs problèmes et que nous prenons des décisions sans posséder des connaissances suffisantes. A ce propos, je suggérerais au gouvernement de rapprocher de la base des opérations le personnel chargé de prendre les décisions. Nous devrions déployer des efforts appréciables en vue de conserver pour utilisation future les ressources non renouvelables du Nord. Il serait dommage de ne pas utiliser au mieux les ressources disponibles. D'abord, il faudrait dresser un inventaire des ressources minières du Nord. La Commission Carr, qui a effectué une étude de

la situation dans le Nord, a tenté de dresser un tel inventaire dans son rapport, mais il y a certes encore beaucoup à faire.

J'aimerais soulever les points suivants: aucune étude n'a été effectuée sur les ressources minières du Nord ou du reste du Canada, ni sur nos besoins futurs de minéraux divers, qui soit comparable à celle de l'Office national de l'énergie, qui s'est livré à une estimation prospective des réserves, de la demande et de l'offre, de pétrole, de gaz et de charbon, de la production et des besoins futurs en se fondant sur les impératifs de la croissance économique, du développement industriel et de l'orientation du commerce extérieur du Canada. Quant aux ressources minières, le gouvernement canadien joue un peu à l'autruche, se disant que nous avons d'abondantes réserves, que notre croissance économique et notre balance des paiements dépendent de la mise en valeur et de la vente grandissantes de nos ressources naturelles par quiconque peut être amené à les exploiter.

A mon avis, il importe de faire l'inventaire de ce que nous avons, et d'évaluer nos besoins futurs. Nous ne devons pas nous contenter d'exploiter nos ressources pour faire de l'argent. Tout en exploitant les mines du Nord, nous devrions commencer à établir des industries secondaires. Des fonderies, des raffineries et des usines de concentration serviraient de fondation à une industrie lourde, et les frais de transport des marchandises, à destination ou en provenance du Nord, seraient sensiblement réduits si cette région disposait de toute la gamme des industries et non pas seulement d'une industrie primaire. Le développement de toute l'économie, plutôt que des seules ressources minières, est souhaitable. Il ne faudrait pas seulement exploiter les mines rapidement, pour ensuite quitter et abandonner le Nord. L'industrie minière sera à la base de l'économie du Nord, mais la création de services de soutien pourra y contribuer de façon renouvelable et durable. Je suis aussi d'avis qu'on y pratique l'agriculture. Celle du Yukon pourrait être différente de celle de l'Ontario, ou de l'Ouest du Canada, mais adaptée à la région.

J'ai demandé au ministre à plusieurs reprises s'il s'est renseigné sur les réalisations des Russes. Je lui ai suggéré de partir avec le comité pour aller voir comment ils s'y sont pris pour l'aménagement de leur Nord. Sauf erreur, le gouvernement canadien n'a pas fait grand-chose et je suis certain qu'une telle visite serait très utile et permettrait de formuler ensuite des recommandations valables. J'ai vu un film que nous a fourni le ministre, intitulé «Below Zero». Je l'ai trouvé fort divertissant, mais j'ai constaté une grave omission. Nulle part il n'y était question du pays dont les territoires septentrionaux et l'hiver septentrional sont plus étendus que ceux de tous les autres pays réunis, c'est-à-dire la Russie. Il faudrait absolument étudier cette région. Je ne prétends pas que nous devrions copier servilement les Russes, ni qu'ils ont forcément toujours eu raison dans ce qu'ils ont fait, mais nous aurions certainement quelque chose à apprendre d'eux.

J'ai lu récemment l'ouvrage de M. Farley Mowat sur la Sibérie et, sans vouloir insinuer qu'il est une autorité sur cette contrée ou sur quelque autre région septentrionale, je dois dire qu'il a mentionné certaines mesures que, sauf erreur, nous n'avons pas adoptées au Canada. Il a parlé